

International

LA GUERRE EN IRAN VUE DE MOSCOU : RISQUES, OPPORTUNITÉS ET ENSEIGNEMENTS STRATÉGIQUES

Bat Chen Druyan Feldman, Arkady Mil-Man

23/03/2026

Comment le Kremlin interprète-t-il l'évolution de la situation en Iran, quels enseignements tire-t-il du déroulement de la guerre et quelles implications ces développements ont-ils pour la sphère d'influence russe ? Bat Chen Druyan Feldman, doctorante à l'université de Tel Aviv, et Arkady Mil-Man, ancien ambassadeur d'Israël en Russie, livrent leur analyse pour l'INSS, principal *think tank* dédié aux questions diplomatiques, stratégiques et militaires d'Israël. Dans le cadre d'un partenariat avec la Fondation Jean-Jaurès, ses notes sont régulièrement traduites et publiées sur notre site afin d'éclairer nos lecteurs sur l'état des réflexions en cours à Jérusalem.

La campagne militaire lancée par les États-Unis et Israël contre l'Iran fin février 2026 place Moscou face à une nouvelle réalité stratégique. L'Iran constitue un partenaire important pour la Russie, même s'il ne peut être considéré comme un allié au sens strict du terme. Cette contribution examine comment Moscou interprète cette campagne, quels enseignements la Russie en tire et quelles conséquences elle est susceptible de subir au lendemain de la guerre.

Une guerre en Iran comporte des risques significatifs pour la Russie. Du point de vue du Kremlin, l'un des scénarios les plus inquiétants est la déstabilisation potentielle du gouvernement iranien, voire son effondrement. Pour Moscou, l'Iran n'est pas seulement un partenaire régional, mais fait partie d'un groupe plus large d'États opposés à l'hégémonie occidentale, avec lesquels la Russie cherche à façonner un ordre international alternatif. Par conséquent, l'affaiblissement ou la chute de la République Islamique pourrait porter un coup sévère au camp anti-occidental et être perçu comme une victoire stratégique pour les États-Unis et leurs alliés. De plus, l'effondrement de l'Iran exercerait une pression géostratégique supplémentaire sur la Russie dans le Caucase du Sud, dans la lignée de l'implication des États-Unis dans la résolution du conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

Dès le début de la guerre, la Russie n'a pas tardé à condamner les États-Unis et Israël. Une fois qu'il est apparu clairement que le guide suprême Ali Khamenei avait été tué, les hauts responsables russes ont encore durci leurs critiques. Le président Vladimir Poutine a présenté ses condoléances et a qualifié cet événement d'« assassinat commis en violation cynique des normes de la morale humaine et du droit international ». Le 1^{er} mars 2026, le ministère russe des Affaires étrangères a publié un communiqué indiquant que la nouvelle avait été accueillie à Moscou avec colère et une profonde tristesse. Vasily Nebenzya, représentant permanent de la Russie auprès des Nations unies, a déclaré que malgré la volonté de Téhéran de s'engager dans le processus diplomatique, le pays avait subi « un coup de poignard dans le dos ». En mettant l'accent sur la violation de la souveraineté de l'Iran et du droit international, Moscou cherche à présenter ces événements comme s'inscrivant dans un contexte plus large d'érosion des normes internationales et à se positionner comme le défenseur du principe de souveraineté face au comportement américain.

Parallèlement à ces condamnations publiques, Moscou a cherché à agir sur la scène diplomatique afin de se positionner comme une partie prenante dans la crise. Dans les premiers jours qui ont suivi le déclenchement des hostilités, Poutine a eu des entretiens téléphoniques avec des dirigeants régionaux, notamment le président iranien Masoud Pezeshkian, ainsi qu'avec les dirigeants des États du Golfe alors touchés par les attaques iraniennes : l'Arabie saoudite, le Qatar, Bahreïn et les Émirats arabes unis. De plus, Poutine a proposé à Washington son aide pour servir de médiateur avec l'Iran, mais Trump a rejeté cette offre avec ironie, déclarant que Poutine « pourrait être plus utile en mettant fin à la guerre entre l'Ukraine et la Russie », comme il l'avait déjà fait remarquer en juin 2025 lors de la précédente opération contre l'Iran. Parallèlement à ses contacts diplomatiques avec les dirigeants régionaux, Moscou a également agi au sein des institutions internationales. À la demande de la délégation russe à Vienne, une session extraordinaire du Conseil des gouverneurs de l'Agence Internationale de l'énergie atomique (AIEA) a été convoquée le 2 mars 2026 pour examiner les risques découlant des frappes contre des installations nucléaires. Le 11 mars, la Russie a également tenté de faire adopter par le Conseil de sécurité de l'ONU un projet de résolution appelant toutes les parties à cesser immédiatement les actions militaires et à s'abstenir de toute nouvelle escalade, mais la proposition n'a pas été adoptée. Dans le même temps, une proposition bahreïnienne condamnant les frappes iraniennes a été adoptée, après que la Russie et la Chine eurent choisi de s'abstenir plutôt que d'exercer leur droit de veto.

Outre ses inquiétudes quant aux implications géostratégiques négatives pour la Russie, Moscou craint également que la centrale nucléaire de Bushehr ne subisse des dommages. Cette préoccupation découle principalement des répercussions politiques et pratiques que pourrait avoir une atteinte à ce projet phare de la coopération nucléaire russo-iranienne. De tels dommages pourraient non seulement entraîner des pertes économiques et saper l'un des piliers centraux des

relations entre Moscou et Téhéran, mais aussi mettre en danger le personnel russe travaillant sur le site et affaiblir l'un des principaux centres d'influence de la Russie dans le domaine énergétique au Moyen-Orient. Bien que, lors de l'opération *Rising Lion* en juin 2025, Poutine ait déclaré que Netanyahu et Trump avaient promis que les équipes russes à Bushehr ne seraient pas touchées, aucune assurance similaire n'a été rendue publique à cette occasion. De plus, la Russie a contacté Israël en affirmant que des frappes avaient eu lieu près du réacteur de Bushehr, exposant ainsi le personnel russe à un danger réel.

Dans le même temps, malgré les défis potentiels et réels que la guerre impose à la Russie, ce conflit peut également offrir un certain nombre d'opportunités du point de vue de Moscou. Il détourne l'attention internationale et les ressources occidentales du front en Ukraine. De plus, l'instabilité régionale et les craintes liées aux perturbations de l'approvisionnement en pétrole ont déjà commencé à servir les intérêts économiques de la Russie. On estime que les recettes de la Russie augmentent d'environ 150 millions de dollars par jour. À l'heure où la Russie est confrontée à une crise budgétaire et à d'importantes difficultés pour financer la guerre en Ukraine, la hausse des prix de l'énergie pourrait s'avérer être une bouée de sauvetage. Les tensions dans le Golfe renforcent également la position de la Russie en tant que fournisseur énergétique important de la Chine. Alors que les voies d'approvisionnement depuis le Golfe restent vulnérables aux menaces sécuritaires, les exportations russes vers la Chine s'appuient sur des infrastructures plus stables qui ne dépendent ni des voies maritimes ni du détroit d'Ormuz. De plus, les tentatives de Trump pour empêcher une forte hausse des prix du pétrole pourraient, paradoxalement, profiter à la Russie suite à son annonce d'un allègement limité des sanctions sur les ventes de pétrole afin de stabiliser le marché.

Parallèlement aux opportunités économiques engendrées par la crise, la coopération en matière de sécurité entre la Russie et l'Iran se poursuit pendant la guerre. Des sources américaines ont rapporté que la Russie est venue en aide à l'Iran en lui fournissant des renseignements destinés à l'aider à attaquer des cibles militaires américaines au Moyen-Orient après que les États-Unis eurent perturbé les communications satellitaires iraniennes. Bien qu'aucun rapport n'ait été publié concernant le partage de renseignements russes sur Israël, on peut supposer que cette coopération en matière de renseignement ne s'est pas limitée uniquement aux États-Unis. De plus, la Russie aide l'Iran à mettre en œuvre des tactiques avancées d'utilisation de drones qui ont été testées et développées pendant la guerre en Ukraine.

Ces développements de la campagne se sont également reflétés dans le discours des médias russes. Au cours des premiers jours qui ont suivi la frappe américano-israélienne, le choc et l'incertitude étaient palpables dans les médias et dans les déclarations des experts russes,

reflétant des sentiments similaires au sein du gouvernement russe. L'élimination du chef de l'État iranien a été perçue comme un dangereux précédent, soulevant des questions quant à l'avenir du régime iranien et même quant à la possibilité d'un effondrement rapide de celui-ci. Cependant, au fur et à mesure qu'il est apparu que le régime continuait de fonctionner et que l'Iran était capable de mener une riposte militaire, le ton des commentaires russes a changé. Les discussions sur la survie du régime ont cédé la place à un discours plus familier soulignant les limites de la puissance américaine, la résilience de l'Iran face à la pression militaire et les risques stratégiques qu'une telle action pourrait créer pour les États-Unis eux-mêmes. Cette tendance s'est également reflétée dans les messages officiels du Kremlin. Dans une lettre de félicitations adressée par Poutine à Mojtaba Khamenei après son élection au poste de guide suprême de l'Iran, celui-ci s'est dit convaincu que le nouveau dirigeant « poursuivrait honorablement la voie tracée par son père ». Cette insistance reflète l'intérêt de la Russie à présenter la transition au pouvoir en Iran comme une continuation directe de la ligne politique existante plutôt que comme une rupture susceptible de compromettre la stabilité du régime et la coopération entre Moscou et Téhéran.

La crise en Iran a également suscité un débat à Moscou quant à ses implications pour la Russie elle-même. L'analyse d'Ivan Timofeev, directeur général du Conseil russe des affaires internationales (RIAC), un important *think tank* proche du Kremlin, est particulièrement remarquable. L'identité de l'auteur ainsi que les tribunes de premier plan sur lesquelles son analyse a été publiée suggèrent que celle-ci reflète la façon dont les figures centrales du gouvernement russe perçoivent les événements et leurs conséquences. Timofeev applique la logique du théâtre d'opération iranien au cas russe. Selon lui, les principaux enseignements que la Russie doit tirer de la campagne menée contre l'Iran sont que les sanctions ne servent que de prélude au recours à la force militaire et que l'Occident poursuit une stratégie d'usure à long terme qui ne s'achève pas par des concessions ou des « pauses » temporaires. Timofeev souligne que les compromis consentis par l'État attaqué ne conduisent qu'à davantage de pression et que l'époque actuelle est celle où chefs d'État et hauts cadres sont devenus des cibles militaires directes. Selon lui, la Russie doit reconnaître que la résilience interne constitue un facteur central pour prévenir toute intervention extérieure, car les clivages sociaux sont perçus en Occident comme des points faibles qui incitent à l'attaque. Il souligne que, dans un monde de conflits inévitables, la Russie doit compter uniquement sur sa propre force. Si des partenaires alternatifs aident à contourner les sanctions économiques, ils n'offrent pas de protection militaire contre des frappes directes.

Parallèlement à l'examen des enseignements stratégiques pour la Russie elle-même, un vaste débat s'est également engagé en Russie sur les implications systémiques de la guerre. Selon Fiodor Loukianov, l'un des principaux experts russes en politique étrangère et analyste proche du président Poutine, la guerre en Iran constitue une manifestation évidente de l'érosion de l'ordre

international institutionnel et du passage à une ère où la force militaire devient un instrument central des relations internationales. Selon lui, cette campagne démontre que les États-Unis et Israël agissent sans chercher véritablement à obtenir une légitimité juridique ou internationale, ancrant ainsi une norme selon laquelle la capacité militaire elle-même sert de justification à l'action. Lukyanov inscrit cette évolution dans un processus plus large de démantèlement de l'ordre régional au Moyen-Orient qui a commencé avec la première guerre du Golfe et s'est poursuivi avec l'invasion de l'Irak, les événements du « Printemps arabe » et les guerres en Syrie et en Libye. Il souligne que l'élimination des dirigeants iraniens renforce l'idée selon laquelle la capacité nucléaire constitue la garantie ultime de la survie d'un régime. Selon lui, l'approche de Trump, qui privilégie les relations bilatérales directes avec les États plutôt que le cadre des institutions internationales, affaiblit le système international et encourage un recours accru à la force militaire.

Un article de Dmitri Trenin, directeur de l'Institut d'économie et de stratégie militaires mondiales de l'École supérieure d'économie (HSE) à Moscou et chercheur principal à l'Institut d'économie mondiale et de relations internationales (IMEMO, Moscou), reflète également l'évolution de la perception de Moscou à la suite de la guerre. Selon lui, sous la direction de Trump, Washington est passé d'une politique relativement passive à une ligne géopolitique offensive visant à créer un chaos mondial contrôlé qui contribuerait à préserver la suprématie américaine. Selon son analyse, cette politique positionne les États-Unis comme le rival géopolitique de la Russie et limite l'intérêt d'un dialogue avec Trump, considéré comme un partenaire imprévisible et peu fiable à la suite des événements en Iran. En outre, il soutient que l'ancien système de contrôle des armes stratégiques s'est effondré et que la stabilité stratégique mondiale s'est affaiblie ; par conséquent, la Russie doit développer de nouveaux modèles de dissuasion en collaboration avec la Chine, l'Inde et d'autres acteurs. Il note en outre que, compte tenu du caractère à long terme des sanctions imposées à la Russie, Moscou devrait se concentrer sur son développement interne et sur le renforcement de ses liens avec des partenaires non occidentaux, notamment la Chine, l'Iran et la Corée du Nord. Dans ce contexte, Trenin souligne que l'Iran est un partenaire stratégique important pour la Russie et que l'issue de la guerre actuelle entraînera des répercussions tant sur la région située au sud de ses frontières que sur l'ensemble du Moyen-Orient.

À l'heure actuelle, la politique étrangère russe repose sur un équilibre stratégique prudent. Si Moscou apporte un large soutien diplomatique à l'Iran et condamne les actions des États-Unis et d'Israël, elle veille toutefois à éviter toute mesure susceptible d'entraîner une escalade irréversible dans ses relations avec Washington et Jérusalem. Cette position a été clairement exprimée par le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, qui a souligné que « cette guerre n'est pas notre guerre », indiquant ainsi que, malgré sa solidarité diplomatique avec Téhéran, Moscou ne se considère pas comme une partie active dans ce conflit. Cette prudence découle avant tout de l'attention que

porte la Russie à la guerre en Ukraine et de sa volonté de préserver des canaux de communication ouverts avec l'administration Trump, notamment en ce qui concerne les efforts visant à mettre fin à cette guerre.

Dans le même temps, Moscou continuera de considérer l'Iran comme un partenaire important et ne devrait pas agir en faveur des intérêts sécuritaires israéliens, même si, en théorie, elle pourrait servir de canal de communication avec Téhéran. À l'avenir, si le programme nucléaire iranien n'est pas neutralisé dans le cadre de la campagne militaire actuelle, la Russie cherchera probablement à s'impliquer dans les discussions concernant un futur accord sur la question nucléaire. Une telle évolution pourrait compliquer la situation pour Israël, puisque Moscou n'est pas attachée aux intérêts israéliens.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)